

demilitarized buffer zone flanked by zones of limited forces, all verified by a system of multiple interconnecting verification techniques — could, appropriately modified for variations in mission, terrain and number of borders and parties, do much to stabilize numerous regional conflict settings. Should the political conditions for an agreement pertain, the most suitable candidates for the Sinai model include the Golan Heights; the Jordan River Valley/West Bank; the Israel-Lebanon border; and the Fulda Gap/Intra-German border area of Central Europe. In addition, there are other *prima facie* cases where the Sinai model may have some application, including various borders in Central America in the context of the Contadora process, Northern Ireland, Western Sahara, South Africa/Namibia, India/Pakistan and Iran/Iraq as part of a postwar settlement.

The third principal finding suggests that third parties, acting unilaterally or multilaterally, can play an important role in designing and implementing verification procedures that would complement national means of verification. Third parties may play different roles ranging from offering technical and industrial expertise to direct forms of monitoring such as participating in multilateral consultative arrangements. In the regional context, where the national technical means of the superpowers may be neither sufficient nor relevant to assure the viability of an agreement, third parties, including countries like Canada, may be able to exert greater influence with the local parties. A trend toward the multilateralization of the arms control process, especially at the regional level, may lead to the development of new international norms and procedures whereby parties to an agreement invite other countries to participate in monitoring agreements.

## Résumé

La présente étude examine la façon dont a été appliqué le système de procédures pluralistes et complémentaires de vérification utilisé pour surveiller l'application de l'Accord Sinaï I de 1974, de l'Accord Sinaï II de 1975 et du Traité de paix israélo-égyptien de 1979. Ces méthodes mettaient en oeuvre des systèmes terrestres d'alerte avancée, des opérations de surveillance aérienne et spatiale ainsi que des inspections sur le terrain entreprises par des tierces parties et par les parties à l'accord elles-mêmes. La présente étude fait l'historique du processus de dégagement des forces israélo-égyptiennes entre 1973 et 1982, puis analyse les liens complexes qui unissent la technologie de la surveillance aux activités de maintien de la paix et de renforcement de la confiance en vue d'identifier les conditions préalables indispensables au succès du modèle du Sinaï. L'opération du Sinaï doit son succès à un certain nombre de facteurs politiques, militaires, géographiques et techniques agencés selon une formule unique.

L'étude de cas s'appuie sur les six propositions suivantes qui visent à remettre en question certaines opinions traditionnelles ayant trait aux perspectives du contrôle des armements et de la vérification à l'échelle régionale:

- *Première proposition:*  
Il est possible de mettre en place et de maintenir des régimes de contrôle des armements et de vérification dans les régions où la violence est endémique.
- *Deuxième proposition:*  
Les tierces parties peuvent faciliter l'instauration des régimes de contrôle des armements et aider les parties à vérifier le respect des nouveaux accords.
- *Troisième proposition:*  
Des mesures de vérification efficaces peuvent améliorer considérablement la gestion des risques et le renforcement de la confiance dans le cas des différends pour lesquels les efforts de gestion de conflit ont toujours été nuls ou très minimes.